
Abstracts

Tourist Planning in Fascist Italy and the Limits of Totalitarian Culture

Bosworth uses a case study from the administration of tourism in the fascist corporate state to review current historiographical assumptions about Mussolini's regime. His revelation of infighting, duplication and possible 'corruption', and of the staunch sense of self-interest of the participants, casts doubt especially on those 'culturalist' interpretations of fascism which take the totalitarian ambitions of the regime at face value. Bosworth's story tells rather of continuities in practice and *mentalité*, and of a retention of individual agency within the tourist industry against the intrusions of those committed to making new fascist men and women.

Displaced Archives and Restitution Problems on the Eastern Front in the Aftermath of the Second World War

Following the Second World War, in contrast to restitution programmes of the Western Allies, Soviet authorities appropriated extensive displaced archives of many European nations, most of which had been previously seized by Nazi authorities, in addition to records of the Nazi regime itself. Many displaced foreign holdings are still housed in the top-secret Special Archive in Moscow, known to the public only since 1990. Those recently opened archives, among others in Russia and Ukraine, are helping fill in the blank spots about the fate of archives and other cultural treasures displaced during and after the war. Exaggerated Soviet accounts of Nazi destruction and plunder have resulted in lack of knowledge about the extensive intentional Soviet destruction of archives during the summer of 1941, about Western archival restitution and about successful recovery operations for Nazi-seized Soviet archives. Despite considerable earlier restitution by Soviet authorities, as of August 1996, the issue of further restitution is unresolved by Russian politicians, many of whom remain anxious to nationalise the spoils of war.

A Study in Ambivalence: Austria and European Integration 1945–95

Analysing Austria's role in contemporary European history in a comparative perspective, this article explains why Austria's policy towards the process of European integration oscillated between the two poles of neutrality and integration. Perpetual neutrality was initially the price Austria paid in 1955 to safeguard its territorial integrity and regain its sovereignty. However, the European strategy of neutrality and EFTA membership developed crucial secondary functions during the 1960s and 1970s, most importantly to rationalise Austria's

non-membership of the EEC and its distance from the Federal Republic of Germany in order to sustain the Austrian nation-building process. It is argued here that Austria's accession to the EU in 1995 marks most of all a shift towards a different political strategy of a small European state to secure its economic interests and enhance its political influence in an ever more interdependent Europe, with considerable domestic repercussions.

A Comparison between the Extreme Right in Contemporary France and Britain

Existing literature on the contemporary extreme right tends to follow a 'country-specific' approach. The primary intention of this article is to move beyond this approach and provide a *comparative study* of the contemporary extreme right in France and Britain. It transcends country-specific accounts in order to answer a specific research question: why has the French National Front achieved a level of political success which the British National Front has demonstrably failed to achieve? This comparison provides for the formulation of a conjunctural model of extreme-right political success which could be seen as an important theoretical innovation in the field of extreme right studies.

From The Treasury Diaries of Sir Alec Cairncross: Four Anglo-French Conflicts 1967–8

The currencies of both countries came under increasing pressure in those years, leading first to the devaluation of sterling in November 1967, then to a general expectation that the franc would be devalued (and the mark allowed to appreciate) in November 1968. In the event no devaluation of the franc occurred until 1969. The French attitude to the sterling devaluation was anything but helpful; and the French were accused of leaking confidential information. The uncertainty produced by the Bonn Conference of 1968 brought sterling to the verge of a second devaluation. In 1967 Harold Wilson and George Brown made a fresh attempt to join the EEC but encountered strong opposition from De Gaulle that amounted to a veto. France and Britain were also to disagree over the action to be taken to increase international liquidity, although eventually both countries agreed to the creation of Special Drawing Rights through the IMF.

Extras

Le tourisme en Italie sous le fascisme

M. Bosworth fait la critique de certaines idées reçues historiographiques sur le régime de Mussolini, en prenant comme objet d'étude un aspect de l'administration du tourisme sous le corporatisme fasciste. Il en relève les rivalités internes, les duplications et les cas possibles de 'corruption', aussi bien que le dévouement résolu des participants à leurs propres intérêts, jetant des doutes notamment sur les interprétations 'culturalistes' du fascisme qui acceptent littéralement les prétentions totalitaires du régime. Bosworth révèle plutôt des continuités et dans la pratique et dans les mentalités au sein de l'industrie du tourisme, où l'individualisme continuait à se manifester contre l'intrusion de ceux qui cherchaient à créer le nouvel homme (et la nouvelle femme) fascistes.

Archives déplacées et problèmes de restitution sur le front est au lendemain de la seconde guerre mondiale

A la suite de la seconde guerre mondiale, en contraste avec la politique de restitution des Alliés occidentaux, les autorités soviétiques s'approprièrent les archives déplacées de nombreuses nations européennes, dont la plupart avaient été préalablement saisies par les autorités nazies. De nombreux fonds d'archives étrangers sont encore logés aux très secrètes Archives Spéciales de Moscou, qui ne sont connues du public que depuis 1990. Ces archives récemment ouvertes, entre autres en Russie et en Ukraine, aident à boucher les trous relatifs au destin des archives et autres trésors culturels déplacés durant et après la guerre. Les Soviétiques ont donné des versions exagérées des destructions et pillages accomplis par les Nazis. Il en est résulté un manque de connaissance quant à l'étendue des destructions d'archives pepétrées intentionnellement par les Soviétiques durant l'été 1941, aux restitutions d'archives par les pays occidentaux, et aux opérations récupération d'archives soviétiques saisies par les Nazis. En dépit des restitutions considérables faites précédemment par les autorités soviétiques, la question de restitutions supplémentaires n'a pas encore été résolue – en août 1996 – par les hommes politiques russes, beaucoup restant désireux de nationaliser le butin de guerre.

L'Autriche et l'intégration européenne, 1945–95

Cet article analyse sous une perspective comparatiste le rôle de l'Autriche dans l'histoire de l'Europe contemporaine, expliquant les oscillations dans la politique de ce pays vis-à-vis l'intégration européenne. Au début, en 1955, c'est au prix d'un voeu de neutralité perpétuelle que l'Autriche a pu sauvegarder l'intégrité de son territoire et en regagner la souveraineté. Mais au cours des années 1960 et 1970, cette stratégie de neutralité de la part d'un état membre de l'A.E.L.E. a développé des fonctions secondaires d'une grande importance, servant surtout à justifier l'absence de l'Autriche de la CEE et sa volonté de se tenir à l'écart de la RFA, jugée nécessaire pour la reconstruction de la nation autrichienne. Cette contribution soutient que l'entrée de l'Autriche dans la CE en 1995 indique surtout le fait que ce petit état européen avait changé de stratégie politique afin de sauvegarder ses intérêts économiques et de rehausser son influence politique dans l'Europe de l'interdépendance – changement qui a provoqué des remous considérables à l'intérieur du pays.

Une comparaison entre l'extrême-droite contemporaine en France et en Grande-Bretagne

La littérature existante sur l'extrême-droite contemporaine tend à se concentrer sur un seul pays. L'objet premier de cet article est de dépasser cette approche et de proposer une étude comparative de l'extrême-droite contemporaine en France et en Grande-Bretagne, dans le but de répondre à une question spécifique: pourquoi le Front National français a-t-il connu un succès politique que le Front National britannique a été incapable de réaliser? La comparaison envisage la formulation 'un modèle de succès politique de l'extrême-droite qui pourrait être considéré comme une innovation théorique importante dans le champ des études de l'extrême-droite.'

Extraits du journal de Sir Alec Cairncross au Trésor: quatre conflits franco-britanniques en 1967–8

Les monnaies de deux pays furent soumises à une forte pression durant ces années, aboutissant à la dévaluation de la livre sterling en novembre 1967, puis à l'attente générale d'une

dévaluation du franc (et d'une réévaluation du mark) en novembre 1968. En l'occurrence, aucune dévaluation du franc ne se produisit avant 1969. L'attitude de la France lors de la dévaluation de la livre ne fut en rien aidante; et les Français furent accusés de divulguer des informations confidentielles. L'incertitude provoquée par la conférence de Bonn de 1968 menaça la livre d'une seconde dévaluation. En 1967, Harold Wilson et Georges Brown firent une nouvelle tentative d'adhésion à la CEE, mais se heurtèrent à une forte opposition de De Gaulle équivalent à un veto. La France et la Grande-Bretagne allaient également s'opposer sur l'action à entreprendre pour augmenter les liquidités internationales, bien que les deux pays aient finalement accepté la création de (Droits de Prélèvement Spéciaux) à travers le FMI.

Kurzfassungen

Die Verwaltung des Tourismus im faschistischen Italien und die Grenzen totalitärer Kultur

Der Aufsatz benutzt die Verwaltung des Tourismus im korporativen faschistischen Staat als Fallbeispiel, um gängige Annahmen der Geschichtsschreibung über Mussolinis Regime zu prüfen. Er zeigt interne Auseinandersetzungen, doppelte Verantwortlichkeiten und mögliche 'Korruption' sowie einen ausgeprägten Sinn für das Eigeninteresse bei den Beteiligten. Diese Erscheinungen lassen insbesondere die 'kulturalistischen' Interpretationen des Faschismus anzweifeln, welche die totalitären Ziele des Regimes ohne genauere Prüfung als historische Realität akzeptieren. Das Beispiel belebt eher eine Kontinuität von Praxis und Mentalität sowie den Fortbestand individueller Tätigkeit innerhalb der Tourismusindustrie, und zwar gegen das Eindringen derjenigen, die sich der Schaffung der neuen faschistischen Männer und Frauen verschrieben hatten.

Verschleppte Archive in Osteuropa und Probleme ihrer Rückgabe im Gefolge des Zweiten Weltkrieges

Im Unterschied zu den westlichen Alliierten eigneten sich sowjetische Behörden am Ende des Zweiten Weltkrieges viele Archive an, ohne sie später wieder zurückzugeben. Es handelte sich neben den Akten des Naziregimes um Bestände verschiedener Nationen, die zuvor meist schon in die Hände der deutschen Eroberer gefallen waren. Viele dieser Archivalien liegen heute noch in dem streng geheimen Spezialarchiv in Moskau, von dessen Existenz eine weitere Öffentlichkeit erst seit 1990 Kenntnis hat. Die kürzlich in Rußland und der Ukraine geöffneten Archive ermöglichen es, über das Schicksal der fremden Archive und anderer Kulturgüter, die während des Zweiten Weltkrieges verschleppt wurden, Genaueres zu erfahren. Übertriebene sowjetische Darstellungen zum Ausmaß der Zerstörung durch die Nazis verschleierten die beträchtliche, gezielte Vernichtung durch die Sowjetischen Behörden im Sommer 1941. Die Überreibungen verhinderten auch eine zuverlässige Einschätzung der westlichen Rückgabe und der erfolgreichen Wiederinbesitznahme sowjetischer Archivalien, die zuvor den deutschen Behörden in die Hände gefallen waren. Trotz beachtlicher Rückgabe in früherer Zeit ist die zukünftige Entwicklung ungeklärt, weil russische Politiker darauf aus sind, die verbliebene Kriegsbeute für ihre Nation zu vereinnahmen.

Eine Studie über ambivalente Politik: Österreich und die europäische Integration 1945–95

Der Artikel untersucht die österreichische Rolle innerhalb Europas in vergleichender Perspektive. Es erklärt, warum die Politik Österreichs gegenüber dem Proß der europäischen Einigung zwischen den beiden Extremen der Neutralität und der Integration hin und her schwankte. Immerwährende Neutralität war ursprünglich der Preis, den Österreich 1955 bezahlte, um seine territoriale Integrität zu bewahren und seine Souveränität wiederzuerlangen. In den sechziger und siebziger Jahren gewannen die Neutralität sowie die EFTA-Mitgliedschaft allerdings zusätzliche Bedeutung: Vor allem dienten sie zur Begründung dafür, nicht Mitglied in der EWG zu werden, und zugleich Distanz zur Bundesrepublik Deutschland zu wahren. Damit wurde die Ausbildung eines österreichischen Nationalgefühls unterstützt. Der Beitritt zur Europäischen Gemeinschaft im Jahr 1995 zeigt den Übergang zu einer anderen politischen Strategie an, nämlich derjenigen der kleineren europäischen Staaten, ihre ökonomischen Interessen zu wahren und ihren politischen Einfluß innerhalb eines immer stärker interdependenten Europas zu vergrößern. Dieser Schritt hat auch Rückwirkungen auf die Innenpolitik.

Ein Vergleich zwischen dem Rechtsradikalismus in Frankreich und Großbritannien von den späten sechziger bis in die frühen neunziger Jahre

Die Forschungsliteratur zur äußersten Rechten in der Gegenwart wählt bisher länderspezifische Ansätze. Die Absicht dieses Artikels ist, darüber hinauszukommen und eine vergleichende Analyse des Rechtsradikalismus in Frankreich und Großbritannien vorzustellen. Damit soll eine bestimmte Forschungsfrage beantwortet werden: Warum hat die französische *Front National* so viel mehr politischen Erfolg als die *National Front* in Großbritannien? Der Vergleich ermöglicht es, ein Modell für rechtsradikale politische Erfolge aufzustellen und damit einen innovativen Beitrag zur Theorie über den Rechtsradikalismus zu leisten.

Aus den Tagebüchern von Sir Alec Cairncross während seiner Zeit im Schatzamt: Vier britisch-französische Konflikte 1967–8

Die Währung beider Länder geriet in diesen Jahren unter zunehmenden Druck. Das führte zuerst zu einer Abwertung des Pfundes im November 1967, dann zur allgemeinen Erwartung, daß der Franc im November 1968 ab- und dadurch gleichzeitig die Mark aufgewertet würde. Tatsächlich geschah das aber erst 1969. Die französische Haltung zur Pfundabwertung war nichts weniger als hilfreich. Man beschuldigte die Franzosen vertrauliche Informationen zur Kenntnis der Öffentlichkeit gebracht zu haben. Die Unsicherheit, welche 1968 von der Bonner Konferenz hervorgerufen wurde, brachte das Pfund an den Rande einer zweiten Abwertung. 1967 unternahmen Harold Wilson und George Brown einen neuen Versuch, der europäischen Wirtschaftsgemeinschaft beizutreten, trafen aber auf starke Widerstand seitens De Gaulles, was einem Veto gleichkam. Frankreich und Großbritannien stritten sich gleichfalls über die Maßnahmen zur Vermehrung der internationalen Liquidität, doch am Ende stimmten beide Länder der Schaffung von *Special Drawing Rights* im Rahmen des Internationalen Währungsfonds zu.